Géraldine Lepan, *Jean-Jacques Rousseau et le patriotisme*

Jacques Guilhaumou

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/10915>

DOI : 10.4000/ahrf.10915

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2008

Pagination : 205-208

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Jacques Guilhaumou, « Géraldine Lepan, *Jean-Jacques Rousseau et le patriotisme* », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 354 | octobre-décembre 2008, mis en ligne le 11 décembre 2009, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/10915> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.10915>

Ce document a été généré automatiquement le 23 avril 2022.

Tous droits réservés

Géraldine Lèpan, *Jean-Jacques Rousseau et le patriotisme*

Jacques Guilhaumou

RÉFÉRENCE

Géraldine Lèpan, *Jean-Jacques Rousseau et le patriotisme*, Paris, Honoré Champion, 2007, 538 p., ISBN : 978-2-7453-1516-8, 90 €

- 1 Cet ouvrage interroge l'unité de la pensée de Rousseau par rapport à son objet d'étude, le patriotisme, et plus spécifiquement le sentiment d'appartenance patriotique associé à une réalité objective, la patrie, sentiment d'inspiration républicaine comme l'avait justement souligné Raymonde Monnier dans son ouvrage sur *Républicanisme, patriotisme et Révolution française* (Paris, L'Harmattan, 2005). Qu'en est-il donc de l'intégration affective de citoyens dans un système de valeurs patriotiques et de sa conjonction avec la politique ? Comment rendre compte de la nécessité d'un principe de liaison au tout, donc d'un principe d'unité, au croisement de l'idée de patrie et des principes du droit politique sous l'égide du républicanisme ? En quoi le contractualisme, l'ordonnancement social et le républicanisme convergent ici dans le patriotisme par la fondation conjointe d'un sentiment d'obligation politique et d'un lien social affectif entre les citoyens ? Telles sont les questions que pose cet ouvrage. Il s'agit alors de mettre en évidence l'originalité de la réflexion rousseauiste, entre deux lignes d'inspiration, le courant jusnaturaliste et le courant républicain.
- 2 Plus généralement, Rousseau développe-t-il, une fois posée la centralité des questions autour du patriotisme, un républicanisme de droit naturel ? La réponse n'est pas simple, et Géraldine Lèpan l'argumente à divers niveaux. Nul doute d'abord que Rousseau considère la république en tant que communauté de valeurs avec la primauté du *vivre civile*, à l'exemple du républicanisme italien classique. Mais une telle revivification de la tradition classique passe par une anticipation moderne du sentiment national, ce qui induit une « conscience moderne » en appui sur la figure du

législateur et une réhabilitation concomitante du politique. À ce titre, « instituer un peuple » selon la célèbre formule du *Contrat social* suppose le passage par une socialisation et une dénaturation propice à l'artifice. Ainsi précise Géraldine Lepan : « Autrement dit, c'est de l'aménagement des institutions autant que d'une réforme morale des mœurs qu'il faut attendre une rénovation de l'ordre politique. Ainsi faut-il mettre "la loi sociale au fond du cœur" et rendre les hommes, "hommes civils par leur nature et Citoyens par leurs inclinations" ou en d'autres termes, remplacer la contrainte par l'impulsion, orientée mais cependant non forcée, de la volonté » (p. 45).

- 3 Une volonté artificielle donc, propre à construire la communauté politique mais qui n'est pas dénuée de tensions entre l'intérêt particulier, centré sur l'amour de soi, et la volonté générale prise dans la quête d'une voie « toujours droite ». Les conjoindre nécessite alors l'art du législateur, un art politique distancié de « la nature des choses », d'autant qu'« il n'y a pas de compossibilité naturelle des intérêts particuliers, et que le corps politique ne peut être inféré d'une extension naturelle sur autrui » (p. 32). Rousseau récuse donc « la loi naturelle » comme loi de la raison, telle qu'elle se présente chez les Encyclopédistes, et la déplace vers l'expression du sentiment, donc vers une force spécifique. Roger D. Master, dans son ouvrage magistral sur *La philosophie politique de Rousseau* (Lyon, ENS – Éditions, 2002), s'est longuement expliqué, textes à l'appui, sur ce point primordial du caractère non naturel de « la loi naturelle », une fois confrontée à « l'homme naturel » indépendant, et en conséquence son peu de pertinence face à l'apport de l'expérience de la vie politique.
- 4 De même, Rousseau récuse la socialité comme principe, pour l'inscrire dans le devenir d'une société elle-même non préétablie, ce qui introduit un débat sur l'existence ou non d'une sociabilité naturelle de l'individu. Il ouvre ainsi la voie à « l'institution artificielle de signes représentatifs » sous l'égide du législateur, et en appui sur le sentiment d'appartenance patriotique, récusant ainsi la notion de « société civile » qui se réfère selon lui à une société fermée et préétablie. De même il marque les limites du contractualisme, en adjoignant une dimension métaphysique et anthropologique à sa réflexion sur le terrain du patriotisme.
- 5 C'est là où intervient la nécessité d'une théorie des mœurs, que Rousseau partage par avance avec les penseurs des Lumières tardives, couplée à une théorie de la connaissance. Cela induit une critique du droit naturel dont il ne faut pas se méprendre sur le sens : cette critique vise plutôt le présupposé d'un principe d'humanité universelle au fondement de la société civile, désigné comme une fiction, et tend à déconstruire « le droit naturel de la société générale » pour mieux imposer la toute puissance du droit résultant d'une volonté générale non préexistante au contrat social, donc propice à l'artifice. Tout est ici affaire de fondement par la conscience – le moi – et le sentiment – l'amour de soi –, jusque dans les valeurs d'un citoyen porteur de droits, liberté, égalité, dignité et justice. Le modèle genevois n'est pas loin, comme l'ont montré par ailleurs Monique et Bernard Cottret dans leur biographie novatrice sur Rousseau (*Jean-Jacques Rousseau en son temps*, Paris, Perrin, 2005), ce qui induit la nécessité de penser la citoyenneté avec les conditions historiques qui la déterminent.
- 6 Plus précisément, la question des mœurs est au centre de la revivification du républicanisme, voire de la création d'une nouvelle tradition républicaine dans la mesure où elle se situe au cœur du lien entre l'individu et la cité, le moral et le naturel. Elle redéfinit en effet la citoyenneté comme civilité sur une base phénoménologique,

irréductible à une simple logique des passions. Elle joue donc un rôle fondamental dans la mutation-transformation de l'homme en citoyen.

- 7 Rousseau suit ici Montesquieu, précise Géraldine Lepan. Ainsi, s'il convient de prendre en compte la dynamique des passions, cela ne peut se faire que par sa transmutation en des « manières d'être », son positionnement dans une phénoménologie des mœurs située entre une métaphysique de l'individu social et une anthropologie de la nature humaine agissante. Partant de ces « manières d'être », le législateur les met en forme et les parachève artificiellement à l'aide des institutions politiques. S'il existe une sociabilité, c'est bien dans une telle attention aux mœurs, et non à une loi naturelle préétablie. Nous cheminons donc, d'étape en étape, sur une lignée républicaine où se combinent sans cesse le moral, l'affectif et le politique par toute une série de transmutations qui redonnent au droit toute sa dynamique propre, en le situant hors de tout présupposé, de tout figement préalable.
- 8 Précisons ici que la question de l'opinion publique est liée nécessairement à celle des mœurs, ce qui interdit de la réduire à un problème d'utilité publique, voire de contrôle des esprits éclairés, à travers des formes de sociabilité tels que les salons et les académies, comme tendent à le faire, selon Rousseau, Helvétius et d'Holbach. Il s'agit plutôt de penser, avec l'opinion publique, l'adéquation des mœurs à un art de maîtrise des passions, donc le lien à une éloquence écrite, si l'on peut dire, faute de tribunes publiques. La distance avec le paraître du public se veut alors maximale dans la mesure où l'opinion publique, une fois établie la transmutation des mœurs, est une auto-régulation, à l'encontre de toutes espèces de ligues et de partis contraire à la rectitude de la volonté générale.
- 9 Instituer le politique sur la base des « bonnes mœurs » nécessite alors l'existence première et obligée d'un individu isolé, monadologique à l'écart des sociétés particulières, voire de « la société civile », notion dont Rousseau conteste encore une fois l'heuristique. Un tel positionnement de l'individu rousseauiste au sein d'une anthropologie a été décrit avec précision par Luc Vincenti dans son ouvrage sur *Jean-Jacques Rousseau, l'individu et la république* (Paris, Kimé, 2001) : l'homme naturel se devant de s'attribuer à lui-même la matière de son propre devenir s'inscrit dans une perspective de perfectibilité au nom d'une liberté qui lui permet de choisir ce qu'il y a de meilleur en toute conscience de soi, son identité dynamique lui permettant alors de se lier au tout de la communauté, sans passer par autrui au titre de son amour de soi. L'idée de l'émancipation par une relation « naturelle » à autrui chère aux Lumières est donc sérieusement démonétisée.
- 10 Le modèle de cité vertueuse, animée par la foi républicaine et le sentiment patriotique, que Rousseau propose, relève ainsi d'un rejet des lumières, qui « loin d'émanciper, favorisent au contraire l'esclavage moral » (*Discours sur les sciences et les arts*) et de là se précise l'éloge de « la science sublime des âmes simples » (*id.*). Il s'agit d'affirmer le primat de la pratique, au sens d'une action conjointe des mœurs et de la politique par une réforme de la socialité adéquate à une réforme de la langue.
- 11 Il s'agit également de joindre le républicanisme à la science de la politique dont Géraldine Lepan décrit le lien à la religion civile, puis à l'éducation publique, sous l'égide encore une fois du législateur, avant d'en venir à la description minutieuse des différents sentiments de sociabilité - de déclinaisons du patriotisme au sens large -, qui en assure la cohésion

- 12 Une fois de plus, toute fondation du corps politique sur la loi naturelle est écartée au profit de la reconstruction des institutions sur la base des seules conventions « artificiellement » établies et leur ancrage dans le patriotisme. C'est dire aussi que « l'homme naturel ne peut délivrer l'essence de l'humanité. C'est son inscription dans l'ordre politique qui lui apprend à faire usage de sa raison et l'élève à la moralité et à la vertu » (p. 245), ainsi d'un usage qui forme une conscience apte à rendre effectif l'ordre moral, pratique. Là encore, c'est bien de théorie pratique dont se nourrit, si l'on peut dire, l'extension d'une sociabilité non assujettie à une société et une humanité préétablies.
- 13 Voilà donc un nouveau commencement, une nouvelle tradition que Rousseau propose en matière de républicanisme de droit naturel. Quelles nouvelles questions pose-t-elle ?
- 14 D'abord qu'est-ce qu'un peuple ? Il y répond par la célèbre formule du *Contrat social*, « l'acte par lequel le peuple est un peuple ». À ce geste d'auto-institution succèdent cependant divers sens du mot, entre unité et diversité, donc se dessine une polysémie inhérente à ses usages quelque peu flottants mais non-disjoints de la pratique. Géraldine Lepan les explore avec minutie à travers toutes sortes de manifestations du peuple, des langues à la musique en passant par le sol, le passé commun, le climat, etc., bref le physique et le moral.
- 15 Puis qu'est-ce que l'économie politique ? La réponse est tout aussi connue : l'économie est subordonnée au politique, la vertu républicaine passe devant le commerce. L'économie relève donc d'abord de valeurs d'usage promouvant les forces propres des hommes et des objets, ce qui amène Rousseau à condamner toute logique économique d'accumulation contraire aux manifestations de la vertu patriotique et à défendre l'indépendance économique au titre de l'homme devenu propriétaire pour être citoyen, ce qui valorise tout particulièrement le citoyen-laboureur, apte à incarner l'idéal d'indépendance.
- 16 Enfin qu'est-ce que le droit des gens, entre guerre et paix ? Point sur lequel Géraldine Lepan souligne longuement les limites de la réflexion politique de Rousseau, écartelée présentement entre un empirisme, au plus près des faits, et un artificialisme fondé sur « les vrais principes du droit de la guerre » avec au milieu, si l'on peut dire, la figure hautement patriotique du soldat-citoyen.
- 17 De cet ouvrage particulièrement dense et divers sur la pensée de Rousseau abordée en son centre par le biais du patriotisme, concluons, avec son auteur, que l'unité problématique d'une telle pensée nous renvoie conjointement à un empirisme qui n'a rien d'un réalisme de la raison et à un artificialisme qui n'a rien d'une abstraction, au titre de la prédominance constante du critère de la pratique, de l'usage et au plus près des conditions d'existences des phénomènes. Une phénoménologie du lien social, des mœurs, de la politique en fin de compte au fondement d'un républicanisme « intérieur », donc fondé sur « le système du cœur humain », où le droit est lié avant tout à un processus naturel de subjectivation.